

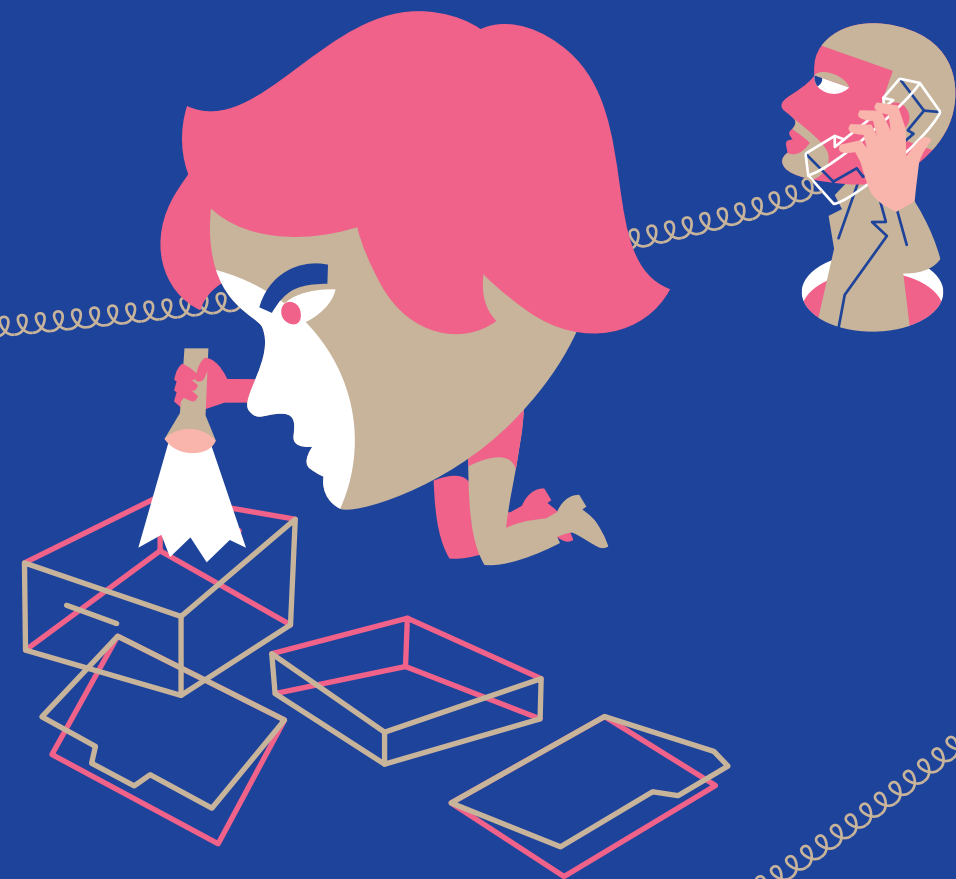
SUR LA PISTE DE L'ÉLITE

NÉO- ARISTOCRATE

Tout au long de sa vie, le journaliste d'investigation Walter De Bock est parvenu à se frayer un chemin à travers la censure, les coulisses de la politique et les réseaux secrets.

Klaartje
Schrijvers

David Sebrechts



L'ANTICOMMUNISME EST RESPONSABLE DE CERTAINES DES PAGES LES PLUS CAPTIVANTES DE L'HISTOIRE BELGE.

« Pour Walter, la vérité n'était pas seulement une chose qu'il fallait découvrir coûte que coûte, mais aussi une vision de la vie, un regard sur la société. La recherche de la vérité et de la sincérité était un pilier de sa personnalité. Pour lui, la défense de la vérité est indissociable de la défense de la démocratie. Pas de démocratie sans vérité » (extrait de *Het Archief van Walter*, p. 101). C'est par ces mots que Klaartje Schrijvers résume l'essentiel de l'engagement de Walter De Bock dans le livre qu'elle vient de publier. Walter De Bock (1946-2007) a été l'un des plus importants journalistes d'investigation que notre pays ait jamais connus. Il a écrit, entre autres, pour *De Morgen* et *Knack* et s'est forgé une solide réputation grâce à ses révélations concernant diverses affaires telles que le meurtre d'André Cools, l'affaire Agusta-Dassault, les tueries du Brabant, l'Irangate, Tractebel... Mais, à côté de cela, Walter avait également recueilli une quantité phénoménale d'archives tout au long de sa vie. En 2005, il a commencé à transférer des centaines de caisses de documents à la bibliothèque universitaire de Louvain, sur la Ladeuzeplein. Ces archives représentaient très probablement la plus grande partie de son œuvre, mais, hélas, il n'a pas eu le temps de les exploiter

lui-même. Quelques années plus tôt, les médecins lui avaient diagnostiqué la maladie d'Alzheimer.

Klaartje Schrijvers préparait à l'époque son doctorat en histoire à l'Université de Gand, occupée à rédiger une thèse intitulée : « L'Europe sera de droite ou ne sera pas ! » Le réseautage d'une élite néo-aristocratique dans le court 20^e siècle. Il s'agissait en fait, selon son autrice, du résultat d'une enquête dont elle n'avait pas anticipé les résultats. Ce qu'elle a alors dépeint dans sa thèse n'avait, de fait, encore jamais été décrit auparavant : une élite industrielle, financière, anticommuniste, chrétienne, conservatrice et extrêmement positionnée à droite qui joue de son influence au sein de divers cercles et organisations pour œuvrer conjointement, dans les coulisses de la politique officielle, en faveur d'une Europe rangée à droite, et opposée à toute influence de gauche. Il s'agissait d'une élite de l'esprit, un concept emprunté au comte Coudenhove-Kalergi, qui voyait aussi bien dans le communisme que dans le suffrage universel une menace pour sa survie. Cette élite partageait donc aussi un mépris pour la démocratie parlementaire. Ses tenants considéraient le suffrage universel comme une dictature des masses.

DAVID SEBRECHTS

Votre doctorat portait sur le réseautage d'une élite néo-aristocratique dans le court 20^e siècle, qui, dans les coulisses de la politique officielle, manœuvrait en faveur de l'avènement d'une Europe

de droite. Qu'est-ce qui vous a mis sur la piste du journaliste d'investigation Walter De Bock ?

KLAARTJE SCHRIJVERS

C'est une longue histoire. J'ai tout d'abord constaté que je ne trouvais dans les archives officielles pratiquement aucune documentation utile à mes recherches. Soit il n'y avait rien au sujet des protagonistes de ces réseaux, soit je ne pouvais pas accéder aux dossiers. J'ai été frappée de constater que les archives belges contenaient quantité de références au communisme et à l'agitprop communiste, aux partis et organisations politiques communistes, mais en revanche rien sur les actions anticommunistes. Cela s'explique en partie par le fait que ces actions ont été soutenues par des membres de l'establishment qui, à l'époque, et aujourd'hui encore, sont présentés comme respectables. Mais aussi par le fait qu'une élite laisse rarement beaucoup de traces de ses engagements privés, a fortiori dans le contexte de la Guerre froide.

Pourtant, l'anticommunisme en Belgique est responsable de certaines des pages les plus importantes et les plus captivantes de l'histoire belge. Aussi, l'absence de toute trace à ce sujet est pour le moins remarquable. Pour vous donner un exemple, nous ne savons toujours pas avec certitude qui a commandité l'assassinat du leader communiste Julien Lahaut, en 1950. Pourtant, des équipes d'historiens très compétents ont mené, à deux reprises, des recherches extrêmement approfondies sur cet épisode.

Klaartje Schrijvers

Klaartje Schrijvers est historienne et réalisatrice de films d'animation. *Het Archief van Walter* [Les archives de Walter] (EPO, 2020) marque ses débuts en tant qu'autrice.



Le meurtre de Patrice Lumumba en 1961 reste encore aujourd'hui en partie enveloppé de mystère. L'enquête belge sur Gladio (le réseau secret qui, à partir de 1952, a opéré dans l'ombre sous l'égide de la CIA et de l'OTAN dans divers pays européens) n'a jamais été menée de manière aussi approfondie et exhaustive qu'en Italie. Résultat : elle reste aujourd'hui marquée par ses carences et sa superficialité.

Les dossiers restent muets, les archives cessent d'exister dès qu'on s'approche de trop près de l'anticommunisme et de l'action anticommuniste. Pour en revenir à votre question : au cours de la deuxième année de mon doctorat, je voyais mes recherches aussi risquer, pour la même raison, de s'enliser. C'est alors que je suis tombée inopinément sur les archives de Walter. En 2005, il avait commencé à en transférer le contenu à la bibliothèque de la KU-Leuven, sur la Ladeuzeplein. On a fini par être présentés l'un à l'autre et cela a donné un nouveau souffle à mes recherches.

En bref, les archives de Walter ont sauvé votre doctorat. Qu'avaient-elles de si unique ?

Pour commencer, les archives de Walter étaient le fruit de plus de trente années de journalisme d'investigation,

DANS CE RÉSEAU ANTICOMMUNISTE ON RETROUVE MÊME D'ANCIENS PREMIERS MINISTRES DE LA FRANCE, DE L'ITALIE ET DE LA BELGIQUE.

auxquelles il faut ajouter tous les documents qu'il a progressivement rassemblés au cours de cette période. Un travail qu'il s'est efforcé de mener selon une méthodologie scientifique, de sorte que son recueil de documents, de correspondance, d'agendas, de listes de membres, de biographies, etc. est d'une grande valeur pour le chercheur. Il disposait par ailleurs lui-même d'un réseau d'informateurs, généralement anonymes il est vrai, de sorte que ses archives contiennent des pièces extrêmement intéressantes et uniques. Mais surtout, il semblait avoir recueilli quantité d'informations sur un grand nombre de protagonistes du réseau auquel je m'intéressais. Walter s'était précisément intéressé de près à l'action anticommuniste, ce qui l'a amené à rassembler une quantité considérable de matériel de recherche à ce sujet. Et tout ce matériel m'était accessible. J'ai enfin pu avoir un aperçu de ce qui aurait dû subsister.

Pour vous donner une idée : l'un de ses principaux protagonistes n'était autre que le fils du dernier empereur d'Europe, Otto de Habsbourg-Lorraine. Son père était l'empereur Charles, de l'Empire

austro-hongrois, dissous en 1918. Un autre protagoniste, et ami intime d'Otto, Alfredo Sanchez Bella, fut ministre espagnol du Tourisme sous Franco. Parmi ses membres éminents, on retrouve même d'anciens Premiers ministres tels qu'Antoine Pinay pour la France et Giulio Andreotti pour l'Italie. Antoine Pinay disposait d'ailleurs de son propre réseau à l'intérieur du réseau : le Cercle Pinay. Sans oublier l'ancien Premier ministre belge et ministre de la Défense, Paul Vanden Boeynants, qui en a également été une figure centrale.

Puis il y avait Florimond Damman, un Gantois notoirement inconnu, au sujet duquel Walter m'avait déjà confié des documents lors de notre première rencontre. Celui-ci est devenu en quelque sorte le fil rouge de mon doctorat. Il s'est avéré que Florimond Damman frayait avec tous ces personnages et a contribué à les mettre en relation les uns avec les autres.

En lisant votre thèse de doctorat, nous apprenons que cette élite néo-aristocratique s'est regroupée au sein d'organisations européennes, mue par un objectif commun, celui de garantir une Europe de droite. Comment faut-il interpréter cela ?

Il faut pour cela se replacer dans le contexte qui a immédiatement suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque prédominait une volonté d'unification de l'Europe. On ne voulait plus jamais de guerre et il fallait donc pour cela bâtir une Europe forte, unifiée et pacifique. C'est dans cette perspective que des représentants de la classe politique, du

monde des affaires et de la communauté intellectuelle ont mis sur pied le Mouvement européen. L'objectif était de dépasser les frontières idéologiques de la gauche et de la droite pour aboutir à une Europe unie. Et, bien sûr, les radicaux d'extrême droite ont été exclus. Et c'est là qu'entrent en scène mes protagonistes. Ceux-ci se sont ensuite structurés sous forme d'organisations européennes obéissant à un programme idéologique et politique bien défini.

Il est remarquable de noter que la figure de Florimond Damman se retrouve dans toutes ces organisations, et ce, quasiment toujours, dès leur naissance. Je pense notamment à l'Académie européenne de sciences politiques (AESP), au Mouvement d'action pour l'Union européenne (MAUE), à l'Union paneuropéenne de Coudenhove-Kalergi, au Centre européen de documentation et d'information (CEDI) d'Otto de Habsbourg-Lorraine, au Cercle de politique étrangère... Toutes ces organisations ont leurs propres membres, bien que nombre de leurs protagonistes se retrouvent dans plusieurs organisations. Ils étaient tous extrêmement conservateurs et de droite et obéissaient à une aspiration commune, celle de restaurer une Europe chrétienne. Pour eux, l'ennemi numéro 1 était le communisme, et par extension tout ce qui se trouvait à gauche.

De quel genre de personnes s'agissait-il ? De quel milieu professionnel, politique et social était issue cette élite néo-aristocratique ?

David Sebrechts

David Sebrechts est secrétaire de rédaction à la revue *Lava*. Il est linguiste de formation.



J'ai choisi, à l'époque, le libellé «néo-aristocratie» comme terme générique pour désigner les protagonistes du réseau. Ce terme apporte un élément de réponse à votre question. Ils se considéraient comme une nouvelle noblesse, ce qui était d'ailleurs parfois le cas. Ainsi, pour des raisons de mérite professionnel notamment, une personne pouvait être élevée au rang de noblesse par le roi. Le réseau aimait aussi à s'entourer de membres de la noblesse ancienne ou «noblesse de sang», comme Otto de Habsbourg-Lorraine, que j'ai évoqué plus haut. La grande majorité, cependant, était composée de figures éminentes du monde des affaires : de riches patrons de grandes entreprises. À côté de cela on trouvait aussi des politiciens ayant des sympathies prononcées pour la droite, tels que Paul Vanden Boeynants. En somme, une classe fortunée et autoritaire s'est organisée dans les coulisses de la politique officielle pour aiguiller l'Europe dans la direction qu'elle souhaitait. Une classe qui, avec l'avancée du néolibéralisme, a du reste vu se concrétiser la plupart de ses objectifs.

Dans votre livre, Les archives de Walter, vous décrivez la quête qu'est devenue votre travail de doctorat. À un moment donné, il vous a même menée jusqu'aux États-Unis, où vous avez effectué

des recherches au sein de la National Archives and Record Administration (NARA). Dans une anecdote intéressante, vous racontez comment en Amérique, les gens n'ont pas vraiment de mot pour l'extrême droite et ne parlent que de fascisme. Ce qui, selon vous, est problématique. Pourriez-vous nous dire un mot à ce sujet ?

Je suis heureuse que vous me posiez cette question, car elle met en évidence un aspect très important qui ressort de mes recherches. Que recouvre exactement la notion d'extrême droite ? À partir de quel moment doit-on parler d'extrême droite et non de droite tout court ? La notion d'extrême droite a longtemps été assimilée au fascisme ou au nazisme, et pour cette raison, de très nombreux membres de l'extrême droite sont passés entre les mailles du filet. Cela pose problème, car une idéologie radicale antidémocratique peut ainsi passer pour « modérée », alors qu'elle ne l'est clairement pas. Dans mon livre, j'explique également que, fait remarquable, les membres du réseau n'ont pas collaboré pendant la Seconde Guerre mondiale, mais étaient impliqués dans la résistance de droite. Voilà donc encore un complément et une nuance importants à apporter à l'histoire. Souvent, la résistance est à tort attribuée au seul camp de gauche, alors qu'il y a aussi eu ce que l'on peut appeler des résistants de droite. Fidèles au roi et à la Belgique, ils avaient cependant entretenu des idéaux corporatistes pendant l'entre-deux-guerres et certains d'entre eux avaient

même des sympathies pour le Nouvel Ordre européen. Pourtant, ils n'ont pas collaboré avec l'Allemagne nazie.

Il fallait donc « redéfinir » l'extrême droite. L'extrême droite au sens du fascisme se définit comme un mouvement de masse populiste, anti-élitiste, anti-establishment, anti-intellectuel qui porte allégeance à un leader suprême autoritaire et vise une destruction totale du système démocratique. Les partis d'extrême droite de l'après-guerre partageaient une même lecture et de mêmes aspirations. De plus, presque tous ces partis trouvent leurs racines dans la collaboration. Mais qu'en était-il donc de l'élite à laquelle je m'intéressais ? Quid de mes protagonistes qui s'étaient généralement tenus à l'écart des préoccupations politiciennes ? Les comptes-rendus des réunions, les correspondances et les discours reflétaient clairement les valeurs que cette élite incarnait réellement. Donner la priorité à un ordre social hiérarchiquement inébranlable était un leitmotiv chez mes protagonistes, et si l'on traduit systématiquement cela en un véritable ordre social, il devient évident qu'il est inconciliable avec une société organisée démocratiquement. Cela révèle bel et bien une idéologie d'extrême droite.

Dès lors qu'il était question d'actions anticommunistes, vous vous êtes heurtée à la censure non seulement en Belgique, mais aussi aux États-Unis. Vous avez trouvé ces informations chez Walter. Comment Walter a-t-il réussi à réunir ces sources ? Vous écrivez dans votre livre que

Walter n'a pas eu peur de se retrouver jeté dans la fosse aux lions.

Plus d'une fois, Walter a rencontré, de nuit, des protagonistes sur lesquels il enquêtait lui-même. Ce n'était pas sans risque, mais il était animé d'un dédain remarquable pour la mort quand il était question de rechercher la vérité. Très tôt, Walter a réalisé que la politique et le monde des affaires étaient indissociables l'un de l'autre. C'est très important, car cette élite néo-aristocratique se trouve précisément à cette frontière, et c'est là aussi que se situe l'action anticommuniste. Ainsi, à partir de la fin des années 1960, Walter s'est mis à recueillir toutes sortes d'informations en rapport avec ce lien corrompu entre la politique et les affaires. Ce qu'il ne pouvait pas encore concevoir à l'époque, c'est qu'ils n'étaient pas seulement organisés au sein de structures européennes, mais aussi sous forme de cercles privés tels que le Cercle des Nations. Ce n'est qu'au début des années 1980 qu'il est par hasard entré en possession d'un registre extrêmement important des membres de ce cercle qui a permis, pour la première fois, d'identifier des liens évidents entre divers hommes politiques, hommes d'affaires et intellectuels et ambassadeurs de différentes régions du monde. Inutile de préciser que ce document s'est révélé inestimable pour ma recherche doctorale.

En réalité, le cercle privé en question remplissait une fonction charnière au sein du réseau. Fondé en 1969 par un certain Richard Van Wijck (descendant d'une famille riche qui comptait parmi les

**DONNER LA PRIORITÉ
À UN ORDRE SOCIAL
HIÉRARCHIQUEMENT
INÉBRANLABLE ÉTAIT
UN LEITMOTIV
CHEZ LES PROTAGONISTES
ANTICOMMUNISTES.**

principaux actionnaires d'Unilever), le cercle s'est, dès le départ, réuni dans un ancien hôtel sis au n° 25 de l'avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles. Officiellement, le cercle avait pour mission de promouvoir la vocation internationale de Bruxelles. Bruxelles devait devenir le centre le plus dynamique d'Europe et, même, du monde. Il faut toutefois lire entre les lignes pour découvrir sa motivation plus profonde. Ce qui m'a immédiatement sauté aux yeux en consultant le registre des membres, c'est le nombre important de représentants belges d'entreprises nationales et internationales. C'était comme si la promotion de Bruxelles en tant que centre mondial auprès des différents membres devait avant tout servir à garnir leurs propres comptes bancaires.

Il s'agissait d'une constellation remarquable qui regroupait, au sein d'un même cercle, un vaste éventail de sociétés parmi les plus puissantes du monde : la Société Générale, Solvay, Gécamines, le secteur des énergies fossiles, des entreprises qui ont amassé leur fortune au Congo, des constructeurs automobiles, la haute finance.

LES LIENS QU'ENTRETENAIENT CES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS AVEC DES RÉGIMES DICTATORIAUX DE PINOCHET, DE FRANCO ET DE SALAZAR EN DISENT LONG.

Il n'est donc guère surprenant que nous tombions dans ce même cercle sur Charly De Pauw, qui est parvenu à remporter un gigantesque projet de construction avec ses tours du WTC. Ce plan Manhattan a transformé le quartier nord de Bruxelles de fond en comble, avec l'expropriation suivie de la démolition de centaines d'immeubles d'habitation. À ce propos, il mérite d'être souligné que le Premier ministre Paul Vanden Boeynants, qui obtiendra par la suite le portefeuille de ministre de la Défense nationale, faisait lui aussi partie des membres du Cercle. Sans compter que lorsqu'il a, par la suite, accédé aux fonctions d'échevin des travaux publics à Bruxelles en 1969, il a eu le champ libre pour promouvoir énergiquement les intérêts du plan Manhattan.

C'est ainsi que le monde des affaires a été le théâtre d'une multitude d'autres exemples de combines de ce type, qui ont pu se réaliser en toute discrétion dans l'enceinte de ce club privé. Il mérite d'être signalé qu'une bonne partie des membres se retrouvent aussi dans les rangs de l'AESP et d'autres organisations européistes. Florimond Damman et son

AESP ont longtemps trouvé leur place dans le majestueux bâtiment du Cercle et y avaient la même secrétaire.

Le rôle central joué par le Cercle lui a valu une place privilégiée dans les accords financiers lucratifs qui pouvaient être conclus sous couvert d'un objectif idéologique commun. Soyons clairs, on peut difficilement se lier avec les membres d'une élite financière industrielle – qu'elle soit ou non néo-aristocratique ou qu'il s'agisse ou non d'une élite de l'esprit – uniquement sur la base d'une lutte politique et idéologique. Avec eux, c'est toujours, et presque toujours exclusivement, une question d'argent. Ce qui ne les rend pas moins «coupables» pour autant. Les liens qu'entretenaient les différentes organisations, chapeautées par le Cercle des Nations, avec des régimes dictatoriaux comme le Chili de Pinochet, ou, plus près de chez nous, l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar, en disent long. Ceux-ci ont révélé une fois de plus leur profond mépris pour la démocratie parlementaire et la démocratie tout court.

À propos de cette quête de la vérité, vous écrivez dans votre livre que Walter s'appuyait sur trois axiomes : Il faut impérativement lire le Moniteur belge, les apparences sont trompeuses et les conférences de presse sont dénuées de toute valeur journalistique. Qu'est-ce que cela nous apprend sur Walter ?

Son intérêt pour le Moniteur belge remonte à la fin des années soixante; il découle de ce que j'ai mentionné plus haut, à savoir que la politique et les

affaires sont inextricablement liées. Et que trouve-t-on dans le Moniteur belge? Les statuts des sociétés, des associations à but non lucratif et de toutes sortes d'autres d'organisations. C'est ainsi que Walter a découvert dès 1966 que Paul Van den Boeynants était bien plus qu'un simple politicien, quand il avait mis sur pied et participé à de nombreuses entreprises. Le deuxième axiome constituait, pour ainsi dire, sa seconde nature. Ne prenez jamais rien pour argent comptant, derrière chaque image, il y a une autre réalité que cette image cherche à dissimuler. D'aucuns nommeraient cela de la paranoïa, mais, pour Walter et pour tout journaliste d'investigation qui se respecte, c'est une seconde nature. Quant au troisième axiome, celui-ci correspondait en partie aussi avec sa personnalité. En tant que journaliste, Walter préférait évoluer en coulisses plutôt que sous les feux de la rampe. Tant dans le monde politique que dans le monde des affaires, c'est ce qui se passe en coulisses qui peut nous rapprocher de la vérité, et non ce qui est annoncé en grande pompe. C'est exactement pour cela que Walter éprouvait une telle aversion pour les conférences de presse. Car, s'il y a bien une occasion où vous pouvez imposer votre version des faits au public, c'est lors d'une conférence de presse. Ce n'est jamais là que l'on apprend la vérité, mais seulement ce que l'orateur a décidé qu'on sache. Les conférences de presse sont dénuées de toute valeur journalistique, car c'est aux journalistes d'informer le public sur ce qu'il doit savoir et non aux protagonistes de telle ou telle affaire.

La vérité et le mensonge. Dans votre livre, vous mettez aussi le doigt sur un autre phénomène que vous décrivez comme «l'institutionnalisation du mensonge».

Effectivement. Cela s'inscrit à nouveau dans le contexte de la censure liée aux archives officielles. La censure peut prendre différentes formes. Il peut s'agir de barrer, purement et simplement, à l'encre noire certains passages d'un texte, pour rendre illisibles des éléments sensibles. C'est ce type de censure que j'ai trouvé dans les archives de la NARA. Mais cela peut également consister à tout simplement s'abstenir de collecter des documents sur certains sujets spécifiques et donner ainsi l'impression que certaines choses ne se sont jamais produites ou n'ont jamais existé. Quand on parle de censure, on songe généralement à des régimes dictatoriaux, à des pays dont les institutions sont dépourvues de démocratie et de transparence administrative. Dans le cadre de mes recherches sur cette élite néo-aristocratique, mon intention était toutefois aussi de montrer que la censure peut également s'infiltrer de manière très subtile dans l'Occident démocratique. Et cela se fait, entre autres, par l'institutionnalisation du mensonge : le maintien d'un statu quo non innocent et idéologiquement biaisé juste assez longtemps pour qu'il soit considéré comme une vérité incontestable et statique.

LA CENSURE PEUT
ÉGALEMENT CONSISTER
À TOUT SIMPLEMENT
DONNER L'IMPRESSION
QUE CERTAINES CHOSES
NE SE SONT JAMAIS
PRODUITES OU N'ONT
JAMAIS EXISTÉ.

Qu'est-ce qui vous a poussée à écrire ce livre? Il va bien au-delà de votre travail de doctorat.

Il y a un élément important, que nous n'avons pas encore abordé au cours de cette conversation. Lorsque j'ai rencontré Walter pour la première fois en janvier 2005 à la bibliothèque universitaire de la Ladeuzeplein à Louvain, il était malade depuis plusieurs années. Il s'est avéré qu'il souffrait d'Alzheimer. Walter n'était pas très âgé à l'époque : lorsque je l'ai rencontré, il avait 58 ans. Vous pouvez imaginer quelle tragédie cela a été. Ce qui, précisément, constituait l'arme la plus importante de Walter, son savoir, sa connaissance, étaient en train de l'abandonner. Et c'est justement à ce moment que je suis arrivée avec mon doctorat. Il s'est accroché à moi afin de me transmettre un maximum de ses

connaissances. Il m'a dit littéralement : «C'est ton doctorat que mes archives attendaient». Et c'est ainsi qu'il est devenu mon guide à travers ses archives, parfois de manière chaotique, parfois répétitive et non sans hiatus ... Mais quel privilège d'avoir connu le créateur d'une masse d'archives! Nos entretiens étaient cependant empreints d'une certaine notion de tragique. À mesure que Walter commençait à «oublier» je commençais pour ma part à mieux comprendre le réseau sur lequel j'enquêtais et sa portée. C'est cette confrontation qui m'a poussée à écrire ce livre. Cela m'a fait réfléchir au sens même de l'histoire, lorsque la connaissance disparaît, lorsque l'histoire tombe dans le silence. Bien sûr, je ne pouvais pas mettre tout cela dans ma thèse elle-même. Elle devait être un manuscrit scientifique et académique. Mais tout cela m'avait tellement interpellée que je savais qu'un jour, j'écrirais un livre à ce sujet. Et cela a fini par donner *Les archives de Walter*.

Klaartje Schrijvers, *Het archief van Walter. De onderzoeksjournalist, de historica en de waarheid*, EPO, 2020, 244 p.

Klaartje Schrijvers, «L'Europe sera de droite ou ne sera pas!» *Le réseautage d'une élite néo-aristocratique dans le court 20^e siècle*, thèse présentée en vue de l'obtention du Doctorat en histoire, UGent, 2007, 511 p.

